

Harper attaque l'équité salariale

Madame,
Monsieur,

Nous sommes un groupe de femmes qui souhaitons sensibiliser la population aux attaques du gouvernement conservateur de Stephen Harper à l'équité salariale à la fonction publique du Canada.

Comme vous le savez, le 12 mars 2009, sous l'impulsion du gouvernement conservateur, le Parlement a adopté à la hâte la Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public. Cette loi faisait partie du projet de loi C-10, la Loi d'exécution du budget. Or, l'équité salariale est un droit de la personne et n'aurait jamais dû être incluse dans un projet de loi budgétaire.

Premièrement, ce gouvernement conservateur menace les droits des femmes à l'égalité car la rémunération inéquitable est une discrimination flagrante qui enfreint les droits fondamentaux des femmes à l'égalité. Le manque d'équité salariale, l'inégalité économique et la pauvreté violent les droits des femmes découlant de la Constitution et de la Déclaration universelle des droits de l'homme et mettent en péril leur droit à la liberté et à la sécurité.

Deuxièmement, cette loi viole la liberté d'association des syndicats en leur interdisant d'aider ou d'encourager leurs membres à déposer une plainte en matière d'équité salariale. Ceci constitue une violation du droit à la liberté d'association garanti par l'article 2 de la Charte canadienne des droits de la personne. Qui sera le prochain groupe victime privé de son droit d'association ?

Nous exigeons nos droits à l'équité salariale et à la liberté d'association ainsi que l'application des recommandations du rapport de mai 2004 du Groupe de travail sur l'équité salariale.

Madeleine Le May, Gatineau
Isabelle Gendron, Gatineau
Monique Pagé, Gatineau
Membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada